

Déclaration de candidature

Adhérente de l'AGE-UNEF ScPo depuis décembre 1994, ancienne élue en Commission Paritaire et dans la Commission Fitoussi, présidente de cette AGE depuis décembre 1995, j'ai décidé de me reporter candidate à ce poste lors du prochain renouvellement du bureau de l'AGE. Je tiens ici à en expliciter les raisons. Ce texte s'articulera donc en trois points, qui constituent les trois fondements de ma candidature : un bilan, une orientation, un mandat.

Un bilan

J'avais déjà exposé un certain nombre de points lorsque je m'étais présentée à ce poste au mois de décembre. Je les rappellerai ici brièvement, à l'intention des nouveaux adhérents, en y ajoutant quelques compléments.

Militante de cette AGE depuis maintenant plus d'un an, je crois y avoir investi autant de temps et d'énergie que me le permettait mon emploi du temps. J'ai ainsi pu acquérir une formation sur de nombreux terrains, formation que je me suis appliquée à faire partager et à mettre au service de l'AGE.

Mon expérience d'élue en Commission Paritaire, ainsi que dans la Commission Fitoussi, m'a demandé un investissement non négligeable et m'a, je pense, beaucoup apporté ; mais je me suis toujours efforcée de la compléter par une expérience militante de terrain. Je crois en effet que l'on n'acquiert jamais autant de "bagage" syndical qu'en mettant "les mains dans le cambouis", comme on dit : tenue de tables, affiches (j'espère d'ailleurs que d'aucuns ne sentiront un jour d'attaque pour prendre la relève : je suis prête à donner quelques cours de graphisme aux volontaires !), courriers d'AGE... Tout cela demande de sacrifier un certain nombre d'heures hebdomadaires, mais permet aussi, j'en suis convaincue, d'apprendre à rationaliser et à utiliser au mieux son emploi du temps. Y compris, d'ailleurs, pendant les vacances : ainsi, j'ai mis sur pied un programme estival de soutien aux AP recalés (merci à ceux qui m'ont donné un coup de main !) ; par-delà la courses dans le métro pour faire circuler les cours et organiser les galops blancs, il n'est rien de plus gratifiant pour un(e) militant(e) que les remerciements de ceux qui, reçus en septembre, se souviennent qu'ils ont été aidés soutenus. Le désir d'être utile aux étudiants est, pour moi, le fondement profond de tout engagement syndical.

Je me suis également lourdement investie dans la structuration et la centralisation de l'opposition UNEF, courant syndical dans lequel se situe l'AGE de ScPo et qui, nationalement, se bat pour obtenir au sein de l'UNEF la reconnaissance des sensibilités syndicales, et développe une réflexion en termes d'orientation dont le texte que nous avons adopté lors de notre Congrès local est l'expression.

Enfin, pendant la campagne pour les dernières élections, je pense avoir eu une présence militante réelle, que ce soit dans la péniche ou pour l'élaboration du matériel. Je fais ici référence à une participation assidue aux "Canetons" dont l'esprit décalé, et irrévérencieux sans agressivité, constitue pour moi l'une des "marques de fabrique" dont nous savons user pour nous rendre indispensables dans le paysage syndical de Sciences-Po ; ainsi qu'à nos deux derniers tracts (bilan des conseils, et rectificatif de dernier instant — "L'efficacité au pouvoir !"), car ce qui fait la différence lors d'une campagne, c'est de savoir la tenir jusqu'au dernier instant. Sans vouloir faire dans la nostalgie d'ancien combattant, je me rappelle avec plaisir que nous étions encore trois ou quatre à "differ" dans la péniche le mardi soir à 20 h passées...

Lors de cette campagne, je me suis également attachée à ce que la préparation soit la plus collective possible, en organisant, quand faire se pouvait, des comités de campagne en fin de journée. Une véritable collégialité de l'activité militante est parfois lourde à gérer, mais j'y suis particulièrement attachée.

Une orientation

Mais si je considère qu'un bilan d'activité doit compter dans une candidature, je suis également persuadée qu'elle doit essentiellement prendre appui sur une orientation syndicale. Le nombre d'heures de militantisme n'est pas une justification suffisante. Je souhaite ainsi faire porter le débat sur le fond.

Au sein de l'AGE-UNEF, j'ai toujours défendu la conception d'un **syndicat ouvert, pluraliste, rassembleur** dans lequel chacun puisse trouver sa place, avec un fonctionnement collégial. Notre diversité fait notre richesse, contrairement à ce que semble penser l'écrasante majorité de notre direction nationale. La caractérisation "UNEF syndicat communiste", "UNEF-ID syndicat socialiste" — au-delà du fait que sur ScPo, cette caractérisation est hautement ridicule — me semble être une des raisons de la désyndicalisation du milieu étudiant. C'est pourquoi j'ai toujours été et suis toujours une farouche partisane de l'unité d'action avec l'UNEF-ID, et défends vigoureusement le principe d'une réunification nationale des deux UNEF, tant la division syndicale me semble être le fondement même du discrédit global des syndicats et du succès des "corpos". Au-delà des différences de pratique, des divergences d'analyse et des heurts divers et variés (qui se sont déjà produits et ne manqueront pas de se reproduire), je pense que nous devons, autant que faire se peut, nous appliquer à établir **un cadre de travail commun avec "l'autre UNEF"**. Un, nous avons plus obtenu que ce que chacune des deux AGE aurait pu obtenir seule.

J'ai également défendu notre apparition en tant que **force de proposition alternative, crédible, sachant instaurer un rapport de forces qui permette d'obtenir des avancées pour les étudiants**. Nous ne sommes plus aujourd'hui la force marginale que nous avons été pendant des années. En tant que première force syndicale de l'IEP nous avons, je crois, une responsabilité particulière vis-à-vis des étudiants qui nous ont apporté leur soutien. Nous devons être le syndicat dont ils ont besoin pour obtenir une véritable démocratisation de l'IEP. C'est ce combat qui est au cœur de mon engagement syndical, au cœur de l'engagement des militants de cette AGE.

En début d'année, lorsque j'avais, avec Myriam, représenté l'AGE-UNEF lors de la réunion de présentation des syndicats, nous avons repris une expression qui est devenue, depuis, la "devise" de l'AGE-UNEF ScPo : "faire du travail sérieux sans se prendre au sérieux". Nous avons beaucoup moqué l'UNEF-ID sur son slogan "ferme et responsable". Je crois pourtant que les deux ne sont pas antinomiques. Oui, nous devons être **fermes dans notre défense des intérêts matériels et moraux des étudiants**, nous devons faire pression sur la direction pour obtenir d'elle des reculs, et une amélioration des conditions de vie et d'étude des étudiants de l'IEP. Oui, nous devons être **responsables devant ceux qui nous ont soutenu**, car ils attendent de nous une lutte et une présence de chaque instant, et de vraies avancées sur tous les thèmes que nous défendons : droit au redoublement illimité et liberté du choix de section en 1ère année, rétablissement de la session de septembre en 2e et 3e année, augmentation de l'aide sociale, amélioration de la vie associative... Oui, nous devons conserver **ce petit esprit frondeur qui nous pousse à toujours dénoncer la politique de la direction** et à pointer du doigt les perversités d'un système.

Une action en profondeur dans les conseils, un travail militant de terrain, l'information des étudiants et leur mobilisation pour peser sur la direction, voilà ce que j'ai défendu et continuerai à défendre. Aujourd'hui, nous avons les moyens d'être ce syndicat actif et représentatif dont les étudiants de l'IEP ont besoin. Car c'est pour eux que nous militons, pour la défense de leurs intérêts et de leurs droits, pour un IEP ouvert et démocratique. Dans le jargon militant, cela s'appelle un syndicalisme de transformation sociale. Parce que nous ne nous satisfaisons pas du système existant à ScPo, **nous devons lutter pour le faire évoluer, en y employant toutes nos forces.** Et je suis persuadée, profondément, que notre victoire aux élections est la victoire d'un syndicalisme dont le fondement premier est d'être **utile aux étudiants.**

Un mandat

Pour terminer, je tiens à définir un peu plus "techniquement" le mandat sur lequel je me représente. Il se trouve que je suis encore dans le cycle du diplôme, mais que je considère que rapidement, ce sera à nos adhérents de première et deuxième année d'assurer la direction de cette AGE. Nous en avons peu, et je crois que l'un de nos objectifs principaux, dans les mois qui viennent, doit être le renouvellement de nos "troupes".

Quant à moi, j'ai décidé de me présenter pour un mandat transitoire. Je suis en troisième année. L'an prochain, si tout va bien, je serai diplômée et j'entrerai en troisième cycle, peut-être à ScPo, peut-être ailleurs. Je considère que **ce sont nos jeunes adhérents** qui seront encore l'an prochain dans le cycle du diplôme, **qui doivent "reprenre le flambeau" le plus tôt possible.** Assurer un mandat de président(e) demande une certaine formation, une certaine pratique. Cette pratique, je l'ai acquise, par toute mon activité de l'an dernier et par mon activité de présidente, ce qui justifie à mes yeux ma candidature. Mais je souhaite un renouvellement rapide de la présidence, avec quelqu'un de jeune qui ait eu le temps d'être formé.

En conséquence, l'objectif principal de mon mandat sera la **formation des jeunes adhérents.** Celle-ci ne se fait pas uniquement par la participation aux AG, mais également par des tâches toutes bêtes, mais relativement lourdes, qu'il est malaisé d'entreprendre seul quand on n'en a pas l'habitude : rédaction de courriers, d'affiches, de textes, participation aux activités de l'opposition... J'ai moi-même acquis cette formation par une attitude volontariste qui consistait tout bêtement à se "plonger dans le bain", et je sais donc très bien que ce n'est pas chose facile d'assumer des responsabilités. Je me pose donc pour tâche d'associer les jeunes adhérents à tous ces travaux, afin qu'ils puissent, à leur tour, acquies cette pratique indispensable.

Si je suis réélue, j'abandonnerai donc mon mandat dès que j'aurai l'assurance que la nouvelle génération militante est en capacité de se débrouiller sans les "vieux". Nous qui sommes "issus" du mouvement de janvier 95 avons vocation à laisser nos successeurs "prendre leur envol" dans les mois qui viennent. Je précise dès l'abord que **cette activité de formation relève de la responsabilité des militants dans leur ensemble** ; quant à moi, je souhaite transmettre ce que j'ai appris, ce bagage théorique et pratique acquis pendant plus d'un an. Je me fixe comme date limite le mois de décembre pour remplir ce mandat, mais j'espère, par ailleurs, que nos nouveaux adhérents pourront prendre le relais dès le mois de mai ou juin. Ainsi, ils pourront goûter aux joies du militantisme estival (qu'il conviendra d'organiser assez tôt, car à deux ou trois, c'est lourd !). Je leur souhaite dès aujourd'hui bonne chance dans cet apprentissage fécond en satisfactions, et j'espère que nos AP sauront éviter les pièges pervers posés par notre directeur et sa cour, afin que nous les retrouvions l'an prochain.

Si je suis reconduite à la présidence, dès lors qu'il s'avérera que nos jeunes militants peuvent, en l'absence de la "vieille garde" (dieu que le temps passe vite !) assumer l'activité locale et l'intervention dans l'opposition, je tirerai en partie ma révérence pour pouvoir me consacrer à d'autres tâches, et avant toute chose à mon activité nationale dans l'UNEF. Il est évident que je ne prendrai cette décision qu'en ayant consulté l'ensemble des adhérents : ce ne devra pas être *ma* décision, mais **la décision de l'AGE.** Je continuerai par ailleurs à militer à ScPo tant que j'y serai étudiante, et resterai, de toute façon, attachée à l'AGE-UNEF ScPo, où, au-delà des conflits qui ont pu exister et qui, je l'espère, s'estomperont, j'aurai connu tant de moments de satisfaction et d'émotion. J'ai été immensément fière de notre victoire aux élections, immensément fière de ce travail commun que nous avons mené et qui a été si bien récompensé. Je pense y avoir, à ma mesure, participé. De telles heures, dans une vie militante, ne sont pas légion. Pour beaucoup d'entre nous, la proclamation des résultats restera un souvenir particulièrement marquant. Continuons sur cette lancée, et sachons, tous ensemble, transformer l'essai.

Amaelle GUITON,
présidente sortante.

Je présente ici deux textes qui concernent les débats que nous aurons samedi en AG. Il s'agit d'une contribution individuelle au débat, qui a pour but de sérier un certain nombre de thèmes de discussion et de faire quelques propositions pour nos activités à venir. Je pense en effet qu'il est bon de laisser, de temps à autre, quelques traces écrites.

Après les élections : quelques bilans et perspectives

L'AGE-UNEF Sciences Po se retrouve aujourd'hui au lendemain d'une période électorale locale. Au vu de l'importance qu'a eue cette échéance, il semble que la période soit idéale pour tirer un certain nombre de bilans, passer en revue l'ensemble de nos analyses, afin d'attaquer l'année sur des bases solides. Ce texte a pour but de poser un certain nombre de points qui paraissent devoir être réfléchis, afin de lancer une discussion qui sera, je l'espère, la plus fructueuse possible.

La question de notre identité syndicale me semble devoir être abordée, alors que nous sommes aujourd'hui le premier syndicat de Sciences-Po. Par ailleurs, un certain nombre d'évolutions se sont déjà opérées depuis le mouvement de janvier 95, qui a marqué de profonds changements dans le paysage syndical de l'IEP. Nous devons tenir compte de ces changements, et il me semble que l'occasion est aujourd'hui rêvée pour reposer un certain nombre de débats.

De janvier 95 à janvier 96 : le remodelage du paysage syndical de l'IEP

Depuis le mouvement de janvier, un certain nombre de transformations se sont produites, qui doivent nous pousser à nous poser un certain nombre de questions.

Les rapports UNEF / UNEF-ID :

En ce qui concerne la division des deux UNEF, il est évident que la période de complémentarité entre l'AGE-UNEF et l'UNEF-ID (à l'une les militants, à l'autre les élus) est révolue, pour deux raisons évidentes :

- depuis 95, l'AGE-UNEF a une base électorale plus large, ce qui n'est que justice : c'est aujourd'hui le premier syndicat de ScPo ;
- l'UNEF-ID s'est renforcée du point de vue militant et semble rompre, pour l'instant du moins, avec une certaine tradition "droitière". Mais cette évolution n'a pas été suffisante pour empêcher l'augmentation du nombre de voix qui se sont portées sur nous.

Avant même les élections, nous nous étions retrouvés dans une situation de concurrence. Les derniers résultats électoraux ne peuvent que renforcer cette tendance, puisque nous leur avons ôté leur leadership et qu'ils n'auront de cesse de le reprendre (si tant est qu'ils en aient les moyens). Cette situation de concurrence, que nous n'avions pas connue jusqu'alors, doit nous inviter à réfléchir sur ce que représente notre poids syndical à ScPo.

Une droite plus militante et plus rassembleuse :

L'apparition du RESP ne peut nous apparaître que comme problématique. Au-delà des canulars sur leurs multiples antécédents, nous devons analyser objectivement leur orientation et leur pratique syndicale. Je vois, à leur sujet, deux caractéristiques principales :

- contrairement aux précédents syndicats de droite, le RESP compte des militants actifs, présents sur le terrain, relativement ambitieux. Il n'est qu'à voir leur campagne anti-grévistes en décembre 95. La période des militants évanescents et des élus quasi-muets semble terminée. Nous ne savons pas ce qu'il va advenir du RESP dans les mois qui viennent ; mais il serait hasardeux de prévoir leur disparition pure et simple. Au contraire, tout porte à croire que leur score aux élections n'est que le prélude d'une implantation durable. Le RESP était cette année tributaire de son jeune âge. L'an prochain, la donne sera différente.
- Comme le dit Alexis Powilewicz, « le chiraquisme a fait des ravages ». Le programme du RESP est plus "progressiste" que celui de l'AER : cf droit au redoublement sous certaines conditions, positionnement sur le choix de section en AP... Evidemment, le RESP se situe clairement dans la veine "corpo-maison". Mais l'aspect consensuel de ses propositions peut trouver un public. Selon la rumeur, un certain nombre d'étudiants ont panaché leur vote RESP / AGE-UNEF. Ce qui peut, à première vue, sembler paradoxal s'explique par le tournant "consensus social" de la droite, et son image responsable. Une telle mutation n'est pas anodine. Nous aurons fort à faire pour expliquer aux étudiants à quel point tout cela ne va pas très loin et manque de logique interne.

L'année 95 aura donc été une année charnière. Au sein de l'AGE-UNEF, nous l'avons, je pense, fortement ressentie. La campagne électorale me semble avoir marqué l'apogée d'un processus de mutation "en douceur", processus dicté par le changement des circonstances objectives de notre militantisme. Je tiens à revenir sur cette évolution, qui ne me semble, là non plus, pas anodine.

La victoire électorale ou l'aboutissement de nos efforts de communication

Pendant toute la campagne, les attaques de nos adversaires ont pu nous laisser penser qu'une fois de plus, nous étions tributaires d'une image défavorable aux yeux des étudiants. Syndicat-guignol, syndicat-bouffon, syndicat-gaücho... Le nombre de mises au point que nous avons dû effectuer par tracts et panneaux interposés est à l'aune des difficultés que nous avons rencontrées pour faire comprendre aux étudiants ce qu'est notre réalité.

Or cette réalité n'est plus la même qu'il y a quelques années. Du statut de force marginale, nous sommes devenus la principale force syndicale de ScPo. Cette évolution, nos élus dans les conseils ont eu plus d'une fois l'occasion de la vivre. Bien souvent, la confrontation direction-syndicats n'était rien d'autre qu'une confrontation entre Lancelot et l'AGE-UNEF. Nous sommes devenus le principal interlocuteur de la direction, la principale force de proposition, le principal adversaire de la politique de sélection et de prestige menée à l'IEP. Les victoires syndicales de cette année ont le plus souvent été les nôtres.

C'est cette évolution qu'il nous a fallu faire passer dans la tête des étudiants. Notre victoire aux élections représente donc, pour beaucoup d'entre nous je pense, une victoire en termes de communication.

Victoire qui, par ailleurs, recèle quelques imperfections, comme peut le montrer la comparaison des résultats en CP et en CD. Certaines de nos voix en CP se sont portées soit vers l'UNEF-ID, soit vers le RESP. Ce différentiel, c'est la prime aux syndicats "gestionnaires". Pour certains, nous ne sommes donc pas les meilleurs interlocuteurs de Michel Pébereau. On préfère confier ce soin aux syndicats "responsables". Nous avons pourtant montré que nous n'étions pas "irresponsables", que nous étions capables d'imposer un rapport de force et d'obtenir des avancées face à la direction. Cela prouve, en tous cas, que nous devons continuer nos efforts de pédagogie vis-à-vis des étudiants.

Le principal effort, et c'est un point dont nous devons nous féliciter, a été mené en ce qui concerne notre analyse de la cogestion. Là aussi, nous avons, me semble-t-il, su tirer les conséquences des évolutions nées de la grève. Le discours "cogestion - piège à cons" était devenu obsolète. Nos tracts et nos interventions dans le débat organisé par l'Indépendant auront été l'occasion de faire le point sur cette question.

L'analyse que l'on peut avoir du concept même de cogestion dépend bien évidemment de l'analyse politique de chacun, et il se peut que nous ayons sur ce point quelques divergences. Mais nous avons su adopter un discours cohérent sur ce sujet, discours qui nous a permis de ne pas porter le flanc aux attaques de nos adversaires. Je reviendrai ici sur ce qui me semble ressortir du discours de l'AGE-UNEF pendant la campagne électorale :

- *Nous ne nous faisons aucune illusion sur la cogestion telle qu'elle est pratiquée à l'IEP, tant elle est pour l'instant imparfaite (profusion de personnalités extérieures en CD, absence de représentants étudiants au CA de la FNSP). Plus les conseils ont des pouvoirs importants, moins les représentants étudiants sont nombreux et écoutés. Nous devons donc revendiquer une véritable cogestion, qui permette aux élus étudiants d'influer sur tous les types de décisions.*

- Les organes de cogestion ont trop souvent tendance à être des chambres d'enregistrement de la politique de la direction. Nous revendiquons donc *une réelle liberté d'expression dans ces organes*, et la possibilité de mettre des points à l'ordre du jour.

- Cependant, une année de cogestion après la grève nous a montré que nous pouvions obtenir gain de cause sur des questions qui ne sont pas uniquement symboliques. La direction s'est vue dans l'obligation de composer avec les deux UNEF dès lors qu'elles étaient véritablement représentatives. De toute façon, aucun rapport de domination, si fort soit-il, n'est exempt d'une dimension dialectique. Ainsi, nous avons su expliquer que pour nous, *la cogestion est un moyen d'obtenir des avancées*. Moyen aujourd'hui imparfait, moyen qui n'est pas unique, mais moyen de lutte tout de même, tant les conseils peuvent apparaître aujourd'hui comme les lieux de cristallisation d'un rapport de force entre la direction et les syndicats. Notre position de syndicat majoritaire peut nous permettre de peser encore plus dans les débats.

Cette petite mise à jour n'est pas anodine. Si nous avons battu l'UNEF-ID, c'est que nous avons su expliquer aux étudiants ce que nous sommes réellement : une force de proposition alternative, constructive, efficace, au service des intérêts des étudiants. Notre victoire, c'est aussi la clarification de notre discours.

Et demain, que faire ?

Un leadership tout neuf n'est pas une chose évidente à assumer. Nous n'avons pourtant aucune crainte à avoir à ce sujet. Ce n'est pas parce que l'AGE-UNEF est la principale force syndicale sur l'IEP que nous devons nous remettre totalement en cause. Pendant toute l'année dernière, nous avons su articuler notre activité autour de deux axes principaux :

- un discours revendicatif dans les conseils, visant à instaurer un rapport de force avec la direction pour marquer le maximum de points ;
- une présence militante de tous les instants, avec une activité multiforme : aide aux étudiants, information, etc.

Je vais donc revenir un peu plus en détail sur ces deux points, et en ajouter un troisième quant à la formation des nouveaux adhérents.

L'activité dans les conseils

Evidemment, au vu de la nouvelle donne syndicale, cette part de notre activité devient essentielle. Ceci mérite que nous ayons un certain nombre de débats.

En ce qui concerne notre orientation, nous avons évidemment tout un arsenal de revendications, tournant autour du thème de la démocratisation de l'IEP (pour cela, nous n'avons pas attendu l'UNEF-ID...). Nous avons, l'an dernier, entamé un travail intéressant à ce sujet : je fais ici référence aux travaux d'un certain nombre de militants sur l'année préparatoire, qui avaient donné lieu à une AG des plus intéressantes.

Cette expérience pourrait être renouvelée. A ce titre, je propose une structuration qui a fait les preuves de son efficacité. Il serait tout à fait envisageable de responsabiliser l'un des membres du bureau sur un thème précis (AP, aide sociale, étudiants étrangers...), lequel serait chargé de former autour de lui une commission. Nous pourrions ainsi organiser des AG à thèmes, ayant pour base de discussion les travaux de telle ou telle commission.

Ce système n'a par ailleurs rien de rigide. Il se peut très bien qu'un adhérent qui ne soit pas membre du bureau puisse se responsabiliser sur une commission donnée. De cette façon, il serait en lien avec le bureau pour la programmation des AG. Toutes les combinaisons sont envisageables.

L'avantage de cet exercice est d'être particulièrement stimulant intellectuellement. Cela nous pousse à trouver des justifications à toutes nos revendications. Certaines sont si anciennes que nous ne pensons même pas à les remettre en question ! Notre identité syndicale, de cette façon, s'en trouvera affermie.

Par ailleurs, pour avoir été élue en CP l'an dernier, je suis particulièrement attachée à la préparation collective des conseils. Aucun élu n'a la science infuse. Il est toujours positif d'être nombreux à prendre position sur tel ou tel point à l'ordre du jour. Cela permet d'avoir un argumentaire toujours plus fourni. Face à une direction particulièrement douée pour le verbiage et la déstabilisation des élus, les "brainstormings" d'avant-conseils sont une assurance et un point d'appui tout à fait indispensable. Un tel fonctionnement est lourd à gérer, mais nos élus en ont besoin.

Autre suggestion, en passant : pourquoi ne pas publier régulièrement, dans Trait d'Union, des comptes-rendus de CP et CD ? Cela permettrait de compléter les panneaux qui, par définition, ne peuvent être que des résumés.

Pour terminer sur la question des conseils, je soulèverai quelques questions :

- **nos rapports avec l'UNEF-ID** ont été particulièrement tendus ces derniers temps. Or, je pense que l'unité d'action dans les conseils doit être sauvegardée. Elle nous a plutôt servi jusque là, d'ailleurs. Le système des intersyndicales avant les conseils a été efficace l'an dernier ; il serait bon de le réutiliser.

Cependant, nous allons nous heurter à quelques difficultés. Il va nous falloir régler la question des présidences en CD et CP. Personnellement, je fais partie de ceux qui considèrent que nous devons nous présenter aux deux sièges ; ceci se justifie pleinement au vu des résultats aux élections. Mais nous devons aborder cette question collectivement et la régler ensemble, en mesurant bien les tenants et les aboutissants, les coûts et les avantages. D'ores et déjà, attendons-nous à un certain nombre de "sales coups", et sachons résister aux pressions de tous types dont nos "frères ennemis" sont les spécialistes.

- **en ce qui concerne le lien avec les étudiants**, je pense que nous devons faire un petit effort à ce sujet. Il serait bon de développer un système qui permette à ces derniers de nous donner, de temps en temps, leur avis. Pourquoi pas un système de courrier des lecteurs dans Trait d'Union ? Il ne s'agit pas de faire des referendums inutiles et démagos tels que peut les proposer notre direction nationale : le plus souvent, ce n'est même pas réutilisé. Mais nous avons déjà vécu des conversations avec des étudiants "lambda" qui, parfois, pointent des problèmes à côté desquels nous pouvons passer. Il faudrait réfléchir à un moyen de formaliser et publiciser, dans la mesure du possible, ce genre de relations.

Le militantisme de terrain

Maintenant que la vie reprend son cours, il va nous falloir renouer avec la bonne vieille tradition des tables hebdomadaires dans la péniche. L'organisation de ce type d'activités relève, au premier chef, du secrétaire à l'orga. Mais c'est à l'AGE dans son ensemble de gérer tout cela. Nos réunions de bureau permettent cette gestion collective. En tous cas, il va falloir mobiliser rapidement les troupes, d'autant plus qu'un certain nombre d'idées ont déjà été lancées. Afin de les rendre publiques à l'ensemble de l'AGE, je rappelle ici celles qui circulent dans les couloirs :

- faire un recueil de tous les canetons de la campagne, en y ajoutant "tout ce que nous n'avons pas osé publier". Pour cela, les bonnes volontés ne manquent pas. Il ne faudrait cependant pas trop laisser traîner, de façon à ne pas être trop "décalés" ;

- rassembler tous les cours d'AP pour pouvoir en faire bénéficier le plus de gens possibles. Et bien évidemment, reprendre cet été l'initiative de l'an dernier, en s'y préparant à l'avance. La gestion de l'aide aux recalés est assez lourde... surtout quand on est quasiment tout seul (j'en sais quelque chose). Si nous voulons faire un vrai travail d'aide aux étudiants, il faut commencer tout de suite à y réfléchir, et responsabiliser quelques personnes là-dessus. Nous pouvons étendre ce système au-delà de l'AP. L'an dernier, les plus vieux avaient organisé des grands oraux blancs pour ceux qui passaient le diplôme. Bref, toutes les initiatives sont les bienvenues.

Nous avons, de toute évidence, un certain nombre de tâches devant nous : relancer Trait d'Union, débattre de la question des élections au BDE... Autant démarrer le plus vite possible.

Et la relève ?

Pour terminer, je pointerai deux questions qui me semblent essentielles :

- nous n'avons pas beaucoup de nouveaux, et en tous cas, pas beaucoup en 1ère et 2ème année : il va falloir lancer une campagne massive d'adhésions. La victoire aux élections est pour cela un excellent moteur.
- il faut former nos nouveaux sur un certain nombre de questions : il va falloir envisager, d'ici la fin de l'année, quelques AG de formation (statut de l'IEP, recours juridiques, questions nationales...) Les AG à thème sur nos revendications sont également un très bon biais de formation. En tous cas, toutes les propositions sont les bienvenues, et toutes les formules envisageables (on peut très bien, par exemple, envisager un week-end de formation). C'est surtout à la demande de s'exprimer.

Bien évidemment, ces questions, comme toutes les autres, doivent être gérées collectivement. C'est ce qui fait notre "marque de fabrique", et notre différence avec un concurrent que je ne nommerai pas...

Nous avons donc du pain sur la planche, et nous n'allons pas manquer d'activité... En tous cas, notre victoire est bien la preuve que nous avançons dans le bon sens. L'heure est venue de transformer l'essai. Je suis certaine que nous saurons nous en montrer capables.

A propos de l'opposition UNEF

Le dernier congrès national de l'UNEF s'est déroulé au mois de décembre 1995. Lors de l'AG du 17 février, nous allons en reparler. Ce texte a vocation à poser un certain nombre de points qui me paraissent devoir être portés à la discussion.

Notre refus de toute stratégie corporatiste justifie notre affiliation à un syndicat national, dont nous ne partageons pas, loin s'en faut, toutes les orientations.

Sur notre analyse de l'enseignement supérieur aujourd'hui, et sur les divers problèmes qui y sont liés (professionalisation, régionalisation, question du budget, buts de l'Université, etc.), je renverrai ici au texte présenté par Sophie CAMARD lors du congrès local, texte qui a été amendé et voté. Les idées et les orientations développées dans ce texte sont suffisamment cohérentes pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'y apesantir outre mesure, d'autant plus que ces idées et ces orientations font, à peu de choses près, l'unanimité parmi nos adhérents.

Je développerai donc ici un point qui aujourd'hui soulève plus de débats, à savoir la place de l'AGE de ScPo dans l'opposition UNEF et au sein de l'UNEF.

L'AGE-UNEF ScPo, jusqu'à présent, s'est toujours reconnue dans une sensibilité syndicale au sein de l'UNEF, l'"opposition", née au lendemain du congrès de Toulouse. Cette sensibilité n'est pas réellement une tendance formalisée, et pour cause : le droit de tendance est interdit à l'UNEF. Ceci est effectivement anti-démocratique, c'est pourquoi l'opposé lutte pour une reconnaissance des courants syndicaux. Les fondements de l'opposition sont essentiellement de deux types :

- un fondement en termes d'analyse quant au rôle de l'enseignement supérieur dans la société, et une réflexion sur les moyens à mettre en oeuvre pour permettre une réelle démocratisation de cet enseignement supérieur ; ceci nous distingue de la majorité de l'UNEF, composée pour l'essentiel de militants UEC, qui a trop souvent tendance à raisonner de façon corporatiste sans développer une analyse à long terme. Le texte voté lors de notre congrès local est particulièrement significatif de cette orientation
- un combat pour la démocratisation au sein de l'UNEF, c'est à dire une lutte pour le pluralisme et la démocratie, pour le respect des minorités et le droit à s'organiser en sensibilités syndicales : la majorité, quant à elle, est opposée au fonctionnement en tendance, pointant du doigt les problèmes de débats figés dans l'UNEF-ID. Si ce dernier point est une réalité, l'opposition considère que cet argument ne justifie en rien l'absence de démocratie interne du syndicat.

Au sein de l'AGE de ScPo, il est évident que :

- du point de vue de nos analyses, nous nous situons nettement dans le courant syndical qu'est l'opposition UNEF ;
- nous sommes tous favorables au pluralisme et à la démocratie, au respect des minorités et au droit à s'organiser en sensibilités syndicales, donc nous partageons la lutte menée par l'opposition UNEF.

Par conséquent, l'AGE de ScPo semble très nettement être une AGE "oppositionnelle".

Il n'est pas inutile, pour continuer la réflexion, de revenir sur le bilan du dernier congrès de Montpellier.

Pour rappeler brièvement la situation précédent le congrès, nous avons assisté à un très net apaisement des tensions entre la direction "stalinienne" et l'opposition (cf règlement des conflits sur Paris I et Nanterre, sur intervention expresse de Marie-Pierre Vieu). En province, les choses se sont plus mal passées (cf Lyon ou Aix). Le climat était donc globalement plus favorable. On sentait, de la part de toute une sensibilité de l'UEC, une réelle volonté d'ouverture (sachant que rien n'est jamais sans arrières-pensées, d'un côté comme de l'autre).

Pour la question du bilan en termes d'orientation :

Le texte de résolution constituait une indiscutable amélioration par rapport au congrès de Bobigny. De plus, les débats ont été bien plus intéressants qu'auparavant, avec une apparition très positive de l'opposition, qui n'apparaît plus comme un "ramassis de vilains gauchistes", mais comme une composante à part entière de l'UNEF, avec sa spécificité (cf débat sur le mouvement ou débats dans les forums, où nous avons su avancer de façon crédible nos orientations).

En ce qui concerne nos axes d'intervention : nous avons obtenu la création d'une commission étudiants étrangers au sein du BN ; nous avons fait passer un amendement sur le droit de vote des immigrés à toutes les élections (alors que le BN était contre) ; nous avons enfin pu débattre de la question de l'allocation d'études pour tous, et ce débat a montré que les positions, sur ce sujet, ne sont pas figées. L'amendement sur la "défense des capacités du système éducatif à une certaine transformation sociale" a été repoussé de justesse (alors que M.P. Vieu s'est prononcée contre, de façon assez malhonnête d'ailleurs) ; sur la question de l'unité d'action avec l'UNEF-ID, nous avons indéniablement progressé.

Il est à noter que l'amendement sur le pluralisme dans l'UNEF proposé par Manuela (Paris I) et la proposition de création d'une commission femmes aient recueilli assez peu de voix (globalement, l'oppos stricto sensu).

Quel bilan peut-on tirer de ces constatations ? Il ne faut pas oublier que dans la salle, l'oppos pesait entre 1/5e et 1/4 des votants. Or, tous nos amendements ont reçu entre 1/3 et la moitié des voix. Ce qui signifie que si nous sommes toujours un courant minoritaire (ce qui n'était pas vrai que dans la salle du congrès, mais également en chiffres absolus en nombre d'adhérents), nous avons aujourd'hui une véritable audience dans notre syndicat. Ceci s'explique en grande partie par l'état de délitement de l'UEC, qui a plus de difficultés que jamais à tenir les militants "tangeants". Ceci nous pousse à penser que la situation est beaucoup moins bloquée qu'on ne pourrait le croire.

En termes de reconnaissance de l'opposition, les choses sont moins reluisantes. Le refus des tendances est toujours de mise, même si de facto, les discussions entre l'oppos et la majo ne sont rien d'autre que des discussions entre courants syndicaux. C'est là un paradoxe que l'UEC ne pourra pas gérer éternellement.

L'argumentation qui nous est opposée consiste à dire : « être en désaccord avec l'orientation ne doit pas être un obstacle pour faire partie de la direction, mais ce ne doit pas non plus être une raison. » La reconnaissance de la diversité a évidemment ses limites... Nous avons donc obtenu six places au BN : Fabienne (Limoges), Clara (Rouen), Aude (Toulouse), Anthony (Reims), Céline (Paris I) et Amaelle (ScPo). Les 4 premiers étaient gagnés dès l'ouverture du congrès ; nous avons dû batailler sur les parisiens. Céline et moi avons été retenues en tant que présidentes d'AGE : la candidature de Sophie a été repoussée au nom du refus des tendances. Le vote a montré que les choses étaient plus partagées (Sophie a obtenu 108 voix, soit plus que l'oppos stricto sensu). Nous nous retrouvons donc avec six oppos au BN, dont seulement deux sur Paris.

Compte tenu de ce que s'était passé aux précédents congrès, il semble qu'il y ait une réelle amélioration, en termes d'audience de l'oppos et de reconnaissance de ce courant syndical. Le combat est loin d'être terminé, mais Rome ne s'est pas faite en un jour. Il y a de la place pour l'opposition à l'UNEF, et celle-ci doit continuer de mener bataille pour obtenir sa reconnaissance. C'est à mon sens le point essentiel aujourd'hui.

Pourquoi siéger au BN ? Cette question n'a rien d'évident. Il convient donc de donner quelques explications.

Siéger au BN, ce n'est pas appliquer l'orientation majoritaire de l'UNEF (rôle du secrétariat national, auquel l'oppos n'appartient pas ; au vu du bilan du congrès, qui est loin d'être parfait, les membres oppositionnels du BN avaient décidé de ne pas s'y présenter, et également de refuser toute proposition qui leur aurait été faite, ce qui — évidemment ! — n'a pas été le cas). Le BN a pour but d'impulser des débats, de définir des axes d'intervention, et de mener une réflexion, en particulier par l'intermédiaire de ses commissions. L'opposition y a donc toute sa place, et ce n'est que justice qu'elle ait la possibilité d'exprimer une autre voix.

Il est évident qu'un(e) oppositionnel(le) dans le BN n'a pas exactement le même "statut" que les autres membres de la direction. Nous sommes une minorité, et on nous le fait bien sentir. Cependant, l'opposition a tiré les bilans de deux ans d'absence du BN. Être au BN permet de s'informer des débats qui s'y tiennent (ce qui a une réelle utilité stratégique) et de poser des débats. Cela permet également d'essayer (à six, c'est possible) de prendre le contrôle de certains secteurs ou au moins d'y peser suffisamment. Nous nous plaignons souvent de la piètre image nationale de notre syndicat, qui nous handicape vis-à-vis de l'UNEF-ID. Lorsque l'opposition sera en mesure de participer à l'élaboration du matériel national, il est évident que celui-ci sera réutilisable localement et donnera une image bien plus positive de l'UNEF.

La représentation de l'opposition au BN est donc un enjeu national de première importance. Dans deux ans, nous pourrions tirer les bilans de l'activité nationale des oppos du BN. Pour le moment, ce n'est pas très reluisant : on accepte de nous entendre, pour mieux se permettre de ne pas nous écouter... Mais depuis le dernier Collectif National, où l'opposition a pesé en nombre, et où j'ai réussi, après force pressions de la salle, à faire passer une motion concernant les Etats Généraux de Bayrou¹, les choses ont un peu évolué, car il semble que la majorité ait pris peur et que nous soyons plus en situation de faire pression sur elle. En tous cas rien n'interdit d'espérer. C'est essentiellement par le biais d'une forte intervention dans les CN, instaurant un rapport de forces réutilisable au sein du BN, que l'opposition peut faire évoluer l'orientation du syndicat et gagner sa reconnaissance en tant que courant. C'est également par ce biais que nous pourrions agir pour l'unité d'action entre les deux UNEF, et, à terme, la réunification syndicale.

Le paradoxe du système de "respect" de la "diversité" instauré par la majorité est de faire siéger au BN essentiellement des présidents d'AGE qui, en réalité, travaillent pour un courant syndical. C'est là le résultat de la non-institutionnalisation des courants. Pourtant, les oppositionnels du BN, eux, font bien la différence : élus en tant que responsables syndicaux, ils interviennent en tant que représentants d'une sensibilité. C'est-à-dire qu'ils différencient les deux fonctions. C'est là une des caractéristiques de l'opposition, qui par ailleurs est juste : on siège dans une direction pour défendre des idées, non son AGE. Les "staliniens", comme on les appelle, sont bien souvent incapables de conceptualiser cette différence, qu'il faudra bien leur faire accepter. En attendant, nous sommes bien obligés de jouer en fonction des contraintes du système pour le faire évoluer de l'intérieur.

¹ Cette motion est la suivante : l'UNEF appelle à la constitution d'une intersyndicale de l'enseignement supérieur, rassemblant les syndicats d'enseignants, d'étudiants et de personnel, afin d'étudier les projets du ministère de l'Éducation Nationale concernant l'enseignement supérieur ; dans ce cadre, elle défendra l'organisation d'Assises Unitaires sur l'enseignement supérieur coorganisées par l'ensemble des forces syndicales concernées. NB : Cela a pour but, évidemment, d'élaborer un projet alternatif à celui que Bayrou proposera lors des Etats Généraux qu'il a prévu d'organiser.

C'est dire que la représentation de l'oppos au BN ne change rien pour le militantisme quotidien des AGE oppositionnelles comme Sciences Po. Avoir un représentant au BN ne signifie pas "collaborer" avec la majorité. Au contraire. Il y a au moins deux AGE "sinistrées" en France parce que exemptes de tout militant UEC : Nancy et l'IEP. Dans les deux cas, ce sont des oppos qui ont été désignés comme suivis, preuve que, de toute façon, aucun dirigeant de la majo n'y mettra jamais les pieds. Il est notable à cet égard que la représentante de l'IEP au BN ait été désignée comme le suivi de sa propre AGE... Les AGE oppos telles ScPo peuvent donc garder une totale autonomie dans leur activité militante (on est bien loin des caricatures de l'UNEF-ID...). Avoir un représentant au BN, c'est donc pouvoir bénéficier des avantages éventuels que peut procurer un lien avec la direction (en termes de matériels... y compris de dos d'affiches, par exemple !), sans supporter aucun inconvénient. Etre oppositionnel au BN, c'est pouvoir se comporter dans cette instance en tant que militant oppositionnel et faire pression sur une direction, et se comporter localement comme militant ou responsable d'une AGE, ce qui est différent.

On peut donc dire, sans crainte de se tromper, que la représentation de l'oppos au BN est un enjeu national pour ce courant syndical et ne modifie en rien (sauf éventuellement en positif) la réalité locale. Dans ce cadre, il est donc justifié :

- que l'AGE-UNEF ScPo reste dans l'opposition (elle y est de facto par ses orientations et par sa conception de la démocratie interne) ;
- que l'AGE considérée comme un point positif qu'une militante ait été élue au Bureau National, puisque cela est bénéfique à l'opposition dans son ensemble et ne lui procure, de toute façon, aucun inconvénient.

J'ajouterai, pour terminer, que siéger au BN est particulièrement lourd, puisque, de facto, ce sont les oppos du BN qui centralisent l'activité de l'opposition. Je signale également que la FAGIF (Fédération des Associations Générales d'Ile de France : structure parisienne de l'oppos) essaie de mettre sur pied une Rencontre Nationale de l'opposition UNEF, afin de faire le point sur nos orientations, nos batailles prioritaires, et notre stratégie dans les mois à venir. Il reste à trouver un lieu de rencontre.

Amaëlle GUITON,
Présidente d'AGE